

## "Hassan Rouhani aux Nations-Unies : un changement de style plus que de fond pour la politique étrangère de l'Iran"

Eiffling, Vincent

### Abstract

Analyse du discours du président Hassan Rouhani à l'Assemblée générale des Nations-Unies du 25 septembre 2014.

Document type : *Document de travail (Working Paper)*

## Référence bibliographique

Eiffling, Vincent. *Hassan Rouhani aux Nations-Unies : un changement de style plus que de fond pour la politique étrangère de l'Iran*. Commentary Papers ; 18 (2014) 3 pages

## Hassan Rouhani aux Nations-Unies

Un changement de style plus que de fond pour la politique étrangère de l'Iran

VINCENT EIFFLING

*Assistant de recherche, UCL*

A l'occasion de son discours devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, le Président iranien en a profité pour souffler le chaud et le froid, critiquant l'Occident pour son interventionnisme au Moyen-Orient tout en l'appelant à plus de coopération avec les puissances de la région.

Le terrorisme islamiste et la question nucléaire formaient quant à eux les deux axes autour desquels s'est articulé son intervention. Cela dit, en y regardant de plus près, le sujet majeur abordé par le président iranien se retrouvait aussi bien dans la partie de son discours traitant du terrorisme que dans celle abordant la question nucléaire, à savoir les relations entre l'Iran et l'Occident. Et le message envoyé par Hassan Rouhani pourrait se résumer comme suit : l'Iran est une puissance régionale majeure, au plus vite vous l'admettez, au plus vite tout le monde y gagnera.

Concernant le terrorisme, l'accent est mis sur la responsabilité de l'Occident concernant la situation sécuritaire désastreuse qui frappe aujourd'hui le Moyen-Orient. Les interventions militaires en Afghanistan, en Irak et en Syrie sont ainsi présentées comme autant de facteurs déstabilisants ayant alimenté le cycle de la violence, l'anti-occidentalisme et *in fine* l'extrémisme islamiste. Hassan Rouhani a par ailleurs également souligné le fait que la démocratie occidentale n'est en rien un simple « produit » pouvant être exporté de l'Ouest vers l'Est.

Pour le président iranien, les bombes étrangères ne résoudront pas le problème, elles l'amplifieront. Les Etats-Unis ne doivent pas prendre le leadership de la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient. Ce dernier doit avant tout être réglé par les puissances régionales. C'est sur ce point qu'il est vital d'insister car il résume à lui seul le principal fil conducteur de

la politique étrangère iranienne, à savoir le désir de s'affirmer comme la puissance majeure de la région.

L'Iran ne souhaite pas être soumis aux influences étrangères, il veut traiter avec elles d'égal à égal. L'Iran ne souhaite pas que des puissances étrangères structurent le Moyen-Orient, il souhaite être la puissance structurante du Moyen-Orient. Cela dit, la République islamique se présente avant tout au travers de ses discours officiels comme une puissance bienveillante et stabilisatrice pour son environnement. Hassan Rouhani l'a d'ailleurs rappelé depuis la tribune de l'Assemblée générale : « L'Iran constitue un havre de paix, de sécurité et de stabilité dans un environnement soumis de toutes parts à l'avancée des extrémistes ». Ce faisant, il indique clairement aux puissances occidentales qu'il sera difficile de se passer de Téhéran pour quiconque souhaite parvenir à stabiliser le Moyen-Orient et l'Afghanistan. Aussi, en appelant les puissances étrangères à laisser les acteurs régionaux prendre le leadership de la lutte contre les extrémistes, le président iranien pense avant tout à la place de premier plan qui incomberait inévitablement à l'Iran.

Cela dit, Hassan Rouhani semble dans le même temps tendre la main à l'Occident lorsqu'il affirme que le terrorisme est un problème mondial et que : « Si d'autres pays veulent réellement lutter contre le terrorisme, qu'ils assistent les Etats de la région dans leurs efforts pour y parvenir ». Autrement dit, assistez-nous mais laissez-nous le premier rôle.

Pareil scénario serait une victoire pour le régime de la république islamique qui se verrait reconnaître par Washington la capacité potentielle de résoudre une crise insoluble pour la puissance américaine. Autrement dit, Washington admettrait

la supériorité de l'Iran pour résoudre le problème. Au regard des relations teintées d'antipathie qu'entretiennent les deux pays depuis la révolution islamique de 1979, difficile d'imaginer plus grande victoire symbolique pour Téhéran.

Nous pouvons également y voir une allusion à l'engagement de la République islamique en Syrie qui s'est rangée dès le début du conflit auprès du régime de Damas. Or depuis le début de la guerre civile, les puissances occidentales dénoncent cet appui apporté aux troupes de Bachar al-Assad tandis que Téhéran de son côté se justifie en évoquant les dangers que représentent les groupes terroristes présents en Syrie. Dans le discours du président Rouhani semble résonner une amère constatation : « nous vous avons bien prévenus ».

L'Iran sait que l'on ne peut pas se passer de lui pour résoudre les problèmes de la région et son absence à la Conférence de Paris ne constitue en rien un obstacle à sa participation dans la lutte contre l'Etat islamique. Cela lui permet au contraire de se présenter comme un acteur « à part », donnant l'impression de traiter d'égal à égal avec Washington. La rencontre bilatérale de lundi dernier - une semaine après la Conférence de Paris - entre John Kerry et Mohammad Javad Zarif - le ministre iranien des affaires étrangères - en est une parfaite illustration. Pour les Iraniens, le message est clair : ils entendent traiter avec les Etats-Unis sur un pied d'égalité et non au sein d'une coalition considérée comme illégitime et de facto soumise à la volonté de Washington.

Sur le nucléaire, Hassan Rouhani met en garde ceux qui seraient tentés par l'aventurisme d'une intervention militaire : « il n'y a pas d'autre solution que la voie de la négociation. Ceux qui pensent le contraire commettent une grave erreur ». Si d'une part, il souligne l'attitude constructive de son pays dans les avancées diplomatiques réalisées au cours de cette dernière année, il dénonce d'autre part les sanctions internationales, les qualifiant « d'erreurs stratégiques » et d'« injustice » n'ayant en rien contribué à faire avancer les négociations.

Il apparaît clairement au fil de son discours que du point de vue iranien, la balle est désormais dans le camp occidental, Téhéran estimant avoir déjà fourni suffisamment de gage de sa bonne volonté. Et Rouhani de mettre la pression sur les Occidentaux : « Un accord définitif sur le nucléaire iranien permettrait aux Occidentaux de prouver qu'ils n'appliquent pas de doubles standards et ouvrirait une nouvelle ère de coopération dans la région ».

En définitive, ce discours n'indique en rien une réelle inflexion de la politique étrangère iranienne.

Les principaux ingrédients qui caractérisent la rhétorique de la République islamique s'y retrouvent d'ailleurs on ne peut plus clairement :

1) La lutte contre l'injustice : dénonciation du néo-impérialisme et du néocolonialisme occidental. L'Iran se présente encore ici comme le rempart à cette injustice, que se soit par l'alternative qu'il propose dans la lutte contre l'Etat Islamique ou par son action de résistance face aux pressions occidentales concernant son programme nucléaire.

2) Le nationalisme : l'exacerbation de la fierté nationale et de la grandeur de l'Iran au travers des multiples références quant au rôle de premier plan que le pays entend jouer dans la région.

Il n'en demeure pas moins que si le fond n'a pas évolué, la forme quant à elle se veut moins conflictuelle. Autrement dit, les objectifs iraniens en matière de politique étrangère restent inchangés mais la stratégie pour les atteindre repose désormais sur une plus grande ouverture avec l'Occident en lieu et place d'une confrontation directe. Un autre exemple de cette tendance réside dans le fait que le président iranien a fait preuve d'une véritable retenue à l'égard de l'Etat d'Israël, se contentant d'une maigre référence concernant la situation à Gaza. L'avenir du Moyen-Orient semble donc en grande partie reposer sur la capacité des puissances occidentales à faire confiance à la République islamique ainsi que sur la capacité de cette dernière à tenir ses engagements. Autrement dit, cet avenir demeure encore et toujours incertain...

# COMMENTARY PAPER IBL - CECRI

Commentary papers are shorter publications which provide concise analysis and practical perspective about recent international events. Published in English or in French, they are freely available on our web-site [geopolitique-cecric.org](http://geopolitique-cecric.org).

Commentary papers are a joint initiative from the research programme "Geopolitics and Foreign Policy" of the Cecri and the Chaire Inbev-Baillet Latour.



The Cecri is made up of professors and researchers in the field of International Relations. Researches of the Cecri are led within the Institut de science politique Louvain-Europe (Ispole) of the Catholic University of Louvain. They deal with geopolitics, foreign policy and the study of the different means of ending or preventing international conflicts.



Chaire InBev Baillet-Latour  
« Union européenne-Chine »

The Chair "European Union-China", created in 2008 thanks to the Fonds Inbev Baillet-Latour constitutes a center of research and teaching on the relationship between Europe and China. The objectives of the Chair are to reinforce the expertise of the UCL on the external action of the EU ; to promote the knowledge of China as an international actor and the study of the relationship EU-China ; to extend research on the great powers, in particular the BRIC ; and to favor the knowledge of the EU by the Chinese students and researchers.